

Unité départementale du Hainaut
Équipe V2
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST

Rue de l'égalité
lieudit de la Planchette
59287 LEWARDE

Références : V2-AM/2022-016

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2022 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté rue de l'égalité, lieudit de la Planchette 59287 LEWARDE. L'inspection a été annoncée le 22/12//2021. Cette partie « Contexte et constats est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- Rue de l'égalité lieudit de la Planchette 59287 LEWARDE
- Code AIOT dans GUN : 0007000461
- Régime : A, IED
- Statut Seveso : NC

La société SUEZ RV Nord Est exploite une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire des communes de Lewarde et de Loffre dans le département du Nord (59).

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 09/10/2008, complété notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 20/06/2017 et du 23/07/2021.

Le site est autorisé à admettre 160 000 tonnes de déchets par an. Les déchets admissibles proviennent des départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Aisne.

Le site est soumis à autorisation au titre des rubriques suivantes :

- 3540 : Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes ;
- 2760-2 : Installation de stockage de déchets non dangereux.

Les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED. L'arrêté préfectoral du 09/10/2008 autorise l'exploitation de l'extension de la zone de stockage, dénommée casier 8, pour une durée de 25 ans.

L'aménagement et l'exploitation du casier 8 sont prévus en 2 phases :

- casier 8a actuellement en exploitation ;
- casier 8b dont les travaux d'aménagement de 4 des cellules sont prévus sur 2021 et 2022.

La visite d'inspection a porté sur le récolement des travaux d'aménagement de la cellule 22 du casier 8b avant mise en exploitation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en exploitation de la cellule 22 du casier 8b

2) Constats

2-1) Cadre réglementaire

D'un point de vue réglementaire, les travaux d'aménagement de la cellule 22 sont encadrés par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/2008 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/07/2021 ;
- l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Par ailleurs, l'article 199 de l'arrêté préfectoral du 09/10/2008 dispose en ses deux premiers alinéas :
« Avant le début des opérations de stockage, l'exploitant doit informer le préfet de la fin des travaux d'aménagement par un dossier technique réalisé par un organisme tiers choisi en concertation avec l'inspection des installations classées. Ce dossier est transmis avant la date prévisionnelle prévue pour le début des opérations de stockage. Ce dossier technique établit la conformité aux conditions fixées par l'arrêté d'autorisation. Il est étayé d'éléments justificatifs quantifiés. »

L'article 201 de ce même arrêté impose que « L'admission des déchets ne peut débuter avant que l'inspection des installations classées n'ait transmis au préfet du Nord le rapport de l'inspection réalisée en application de l'article 26 bis de l'arrêté modifié du 9 septembre 1997 susvisé. »

L'article 20 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 dispose que :

« [...] »

Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :

- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;
- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).

III. - Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.

[...] »

La visite d'inspection du 13/01/2022 s'inscrit donc dans ce cadre réglementaire.

2-2) Demande de modifications des conditions d'exploitation relatives à la barrière de sécurité active des flancs de la cellule 22 du casier 8b

2-2-1) Rappel sur les dispositions réglementaires applicables à la barrière de sécurité active des flancs du casier 8b

L'arrêté préfectoral du 09/10/2008 prévoit la mise en œuvre d'une barrière de sécurité active sur les flancs. L'article 35 précise que « *Sur le fond et les flancs du casier, une barrière de sécurité active assure son indépendance hydraulique, le drainage et la collecte des lixiviats et évite ainsi la sollicitation de la barrière de sécurité passive.*

La barrière de sécurité active est normalement constituée, du bas vers le haut, par une géomembrane surmontée d'une couche de drainage.

La couche de drainage est constituée de bas en haut :

- *d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal ;*
- *d'une couche drainante, d'épaisseur supérieure ou égale à 0,5 mètre, ou tout dispositif équivalent.*

La géomembrane est étanche, compatible avec les déchets stockés et mécaniquement acceptable au regard de la géotechnique du projet. Sa mise en place doit en particulier conduire à limiter autant que possible toute sollicitation mécanique en traction et en compression dans le plan de pose, notamment après stockage des déchets. »

Ces prescriptions sont issues de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997.

Le DDAE déposé en 2007 dans le cadre de l'extension d'exploitation prévoyait pour l'aménagement de la barrière de sécurité active sur les flancs du casier 8 : une barrière active reposant directement sur un géosynthétique bentonitique et composée de bas en haut de :

- une géomembrane en PEHD de 2mm d'épaisseur,
- un géosynthétique de drainage,
- un géotextile de protection de la géomembrane assurant également la fonction de filtre pour éviter le colmatage du géosynthétique de drainage.

L'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 a été abrogé par l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Désormais, l'article 9 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 dispose que :

« I. Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé « barrière de sécurité active ».

Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

[...]

III. [...] Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. »

En application de l'article 63 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, les dispositions de l'article 9 relatives à la constitution de la barrière de sécurité active sont applicables aux installations de stockage de déchets non dangereux autorisées avant le 1er juillet 2016 pour la construction des futurs casiers.

Par courriels du 28 janvier 2021, du 5 mai 2021 et 11 mai 2021, l'exploitant a formulé une demande de modification de la constitution de la barrière de sécurité des flancs du casier 8b pour l'ensemble des cellules. L'exploitant a donc proposé, en remplacement du géotextile de protection et du géosynthétique de drainage initialement prévus, la mise en place d'un géotextile de protection de 800 g/m² améliorant la protection de la géomembrane tout en effectuant un drainage efficace.

La barrière de sécurité active sur les flancs du casier 8b prévue repose toujours directement sur un géosynthétique bentonitique et est au final composée de bas en haut de :

- une géomembrane en PEHD de 2mm d'épaisseur,
- un géotextile de protection de 800 g/m².

L'exploitant a présenté une note de calcul démontrant la capacité drainante de ce géotextile.

La barrière de sécurité active sur les flancs du casier 8b telle que prévue est conforme aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

Ainsi, par arrêté préfectoral complémentaire du 23/07/2021 Monsieur le préfet du Nord a acté cette modification de la constitution de la barrière de sécurité des flancs du casier 8b pour l'ensemble des cellules.

2-2-2) Aménagements spécifiques de la barrière de sécurité active des flancs de la cellule 22 du casier 8b

Néanmoins, compte-tenu du planning souhaité de démarrage des travaux de la cellule 22 du casier 8b, et dans un contexte sanitaire où l'approvisionnement des matériaux est à flux tendu, la société SUEZ RV NE a réalisé les demandes d'investissement dès le mois de mars 2021, en parallèle de l'instruction par les services de l'Etat de la demande de modification de la barrière de sécurité active des flancs du casier 8b. Ainsi la société SUEZ a fait le choix du maintien du dispositif initial prévu par l'arrêté préfectoral du 09/10/2008 et le DDAE de 2007, ceci afin de garantir un approvisionnement des fournitures dans les délais nécessaires aux travaux.

Par conséquent la barrière de sécurité active sur les flancs de la cellule 22 du casier 8b repose directement sur un géosynthétique bentonitique et est au final composée de bas en haut de :

- une géomembrane ;
- un géocomposite de drainage (géotextile de protection + géosynthétique de drainage).

Ce dispositif a été mis en œuvre dans le cadre de l'aménagement des flancs du casier 8a actuellement en exploitation.

La protection de la géomembrane est donc assurée par le géocomposite de drainage de grammage 900 g/m². Aussi, ce dispositif permet de répondre aux exigences de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 modifié concernant la fonction de protection du géotextile.

Ainsi l'aménagement de la barrière de sécurité active des flancs de la cellule 22 du casier 8b n'a pas été réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/07/2021 mais reste cependant conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/2008 et de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

Par courrier du 12/01/2022, la société SUEZ RN NE a donc sollicité l'adaptation des dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/07/2021 concernant l'aménagement de la barrière de sécurité active des flancs de la cellule 22 du casier 8b, qui a dû exceptionnellement être réalisé selon les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/2008 et du DDAE de 2007.

Compte tenu de ce qui précède, l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/07/2021 ne peut donc s'appliquer à la barrière de sécurité active des flancs de la cellule 22 du casier 8b.

Aussi, l'inspection propose à Monsieur le préfet de donner acte à l'exploitant des modifications des conditions d'aménagement de la barrière de sécurité active des flancs de la cellule 22 du casier 8b conformément à son courrier du 12/01/2022.

2-3) Dossier technique et visite d'inspection

La mise en service de nouveaux casiers ou cellules est subordonnée au respect des dispositions de

l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 et des articles 199 et 201 de l'arrêté préfectoral du 09/10/2008.

L'exploitant a fait parvenir par courriel du 26/11/2021 à l'inspection des installations classées un dossier technique modifié le 12/01/2022 pour la création de la cellule 22 du casier 8b établissant la conformité des aménagements aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/2008 et de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

Un programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive des cellules 19 à 22 du casier 8b, tel que prévu par l'article 18, 1er alinéa, de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, avait été adressé à l'inspection des installations classées par l'exploitant par courrier en date du 11/05/2021.

L'inspection avait donné son accord pour la mise en œuvre du protocole de contrôle de la barrière passive par courrier du 20/07/2021.

L'information relative au signalement du début des travaux pour la réalisation de la barrière passive, telle que prévue par l'article 18, 3e alinéa, de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, a également fait l'objet d'un courriel à l'inspection en date du 13/07/2021.

Le dossier technique a fait l'objet d'un examen par l'inspection au regard des exigences réglementaires susvisées.

Ce dernier n'a pas appelé de remarque de la part de l'inspection des installations classées.

La visite d'inspection réalisée sur site n'a pas révélé d'écart avec les éléments figurant dans le dossier technique.

2-4) Conclusions

La visite d'inspection du 13/01/2022 a porté sur le récolement des travaux d'aménagement de la cellule 22 du casier 8b du centre de stockage de déchets non dangereux de Lewarde avant mise en exploitation.

Au regard de l'inspection réalisée et du dossier technique présenté à l'issue des travaux validant la conformité des aménagements aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/2008 et de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, l'Inspection des installations classées considère que les conditions de mise en exploitation fixées par l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 et les articles 199 et 201 de l'arrêté préfectoral du 09/10/2008 sont réunies. L'admission des déchets pourra donc débuter dès réception du présent rapport par l'exploitant.

Par ailleurs, l'inspection propose à Monsieur le préfet de donner acte à l'exploitant des modifications des conditions d'aménagement de la barrière de sécurité active des flancs de la cellule 22 du casier 8b conformément à son courrier du 12/01/2022.